Jeudi 8 février 1979 – No 1 026

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Les sidérurgistes pas dupes des manœuvres du pouvoir

La manœuvre

QUE le gouvernement ait remplacé le ton cynique du syndic liquidateur d'emploi au profit d'un discours plein de trémolos sur les malheurs qui frappent les sidérurgistes, ne change rien à l'affaire. Qu'il ne se contente plus de déchaîner la violence de sa police contre les travailleurs en lutte pour ouvrir ses ministères à la concertation avec les dirigeants syndicaux ne change rien à l'affaire. Le plan acier est là avec ses dizaines de milliers de licenciements et le gouvernement n'envisage pas une seconde d'y renoncer.

Boulin et Giscard se sont chargés de le rappeler ces deux derniers jours. En juillet et en août, le couperet des licenciements doit tomber et *« on ne peut dire à priori qu'il y aura des remises en cause des décisions prises »*

D'ailleurs, au même moment, Barre, devant un parterre de patrons, déclarait entre deux larmes de crocodile, sur les chômeurs qu'il ne fallait pas propager *« d'illusions sur la décrue du chômage cette année »*. C'est clair, non ? Alors que cherche le pouvoir en acceptant des discussions avec ceux qu'il y a quelques temps encore il traitait avec mépris de *« porteurs de pancartes »* ?

Eh oui, ce que cherchent Barre, ses Boulin et ses Giraud, c'est à entrainer les travailleurs, les syndicalistes sur son terrain. Celui des parlottes en tête-à-tête, en commissions paritaires ; des discussions au sommet comme au niveau local, pour engluer l'action, la volonté de riposte qui l'inquiète tant dans les méandres des arguments d'experts.

Au lieu d'avoir à affronter la force compacte des travailleurs, ces messieurs du pouvoir préfèrent, ô combien, affronter les contre-plans, les contre-chiffres et les contre-discours sur la politique industrielle.

Il semble que les sidérurgistes aient éventé la manœuvre en relançant avec vigueur l'action sur le terrain.

Il n'y a pas d'entente raisonnable possible entre entre ceux qui veulent des profits toujours plus gros et ceux qui veulent du travail pour tous. Pas question de raison, seulement de force.

Dans la préparation de la grève générale du 16, il faut tout faire pour que la force soit du côté des ouvriers.

Pierre MARCEAU

- **Le siège d'Usinor occupé à Denain, la direction «retenue»**
- **La sous-préfecture de Briey «mise hors d'état de nuire» par ceux de Longwy**
- **Les flics contraints d'évacuer Brissonneau et Lotz-Marine à Nantes**

(Voir articles page 3 et 4)

Mardi, cela a été une journée où les actions des travailleurs menacés de licenciements se sont multipliés, dans le Nord, en Lorraine, dans l'Ouest. Sur la photo, des mineurs du groupe Sacilor occupent les locaux de la direction

Boulin préfère la concertation à l'action

UNE cinquantaine de syndicalistes des cinq confédérations CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC ont rencontré quatre heures durant le ministre du travail, Robert Boulin, mardi 6 février. Quatre heures pour *« entrouvrir une porte »* sur la question de la sidérurgie. Devant la combativité qui se développe en Lorraine et dans le Nord et les actions dures qui se multiplient, le gouvernement s'inquiète, surtout des risques de débordement des organisations syndicales.

Voilà pourquoi le premier ministre accepte de relancer le dialogue. Première étape, la réunion syndicats-Boulin , le 6 février.

Les résultats de la discussion montrent les limites que le gouvernement entend donner à l'« ouverture ». Il ne s'engage pas sur une possibilité de remettre en cause les licenciements et le plan acier, mais propose une rencontre avec Giraud, ministre de l'Industrie, pour *« examiner les divers aspects de la politique tendant à maintenir en France une industrie sidérurgique dynamique et à rétablir sa compétitivité »*.

En fait, pour discuter des diverses propositions de plans industriels que pourront apporter les syndicats.

Les autres propositions du ministre du travail consistent à avancer l'âge de la retraite de 56 ans et huit mois à 55 ans, ce qui concernerait 12 000 travailleurs environ, à proposer des primes pour ceux qui accepteraient de quitter la sidérurgie de leur plein gré, et aussi la création de « commissions de bassin » qui seraient chargées d'examiner les problèmes locaux cas par cas, *« famille par famille »* comme dit Boulin. Ces commissions réuniraient paritairement responsables de l'administration locale et responsables syndicaux et pourraient rechercher aussi les possibilités de créer des emplois.

Un nouveau rendez-vous sera fixé avec le ministre du Travail après la rencontre avec le ministre de l'Industrie, pour faire le point. Boulin montre bien ainsi les objectifs du gouvernement qui veut mettre en place une politique de concertation jusqu'au plus bas niveau, et prolonger les discussions le plus longtemps possibles sans rien remettre en cause fondamentalement.

Les représentants syndicaux, Chérèque pour la CFDT-métallurgie et Sainjon pour la CGT-métallurgie en particulier, se sont montrés déçus par les maigres propositions du ministre, mais tous deux s'accordent pour reconnaître que c'est un premier pas, *« le début de la désescalade »* comme le dit Sainjon, bien que *« l'essentiel pour les sidérurgistes ne soit pas abordé »* puisque *« le ministre se refuse à prendre l'engagement de suspendre les licenciements et les fermetures d'usine en attendant que le dossier sidérurgie soit définitivement revu »*.

En attendant, les directions syndicales se préparent à présenter leurs contre-projets pour la sidérurgie, au ministre de l'industrie. *« Un objectif précis »* comme le dit Chérèque, et d'ici là, les sidérurgistes préparent une grande mobilisation pour la journée nationale du 16 février, *« Cette première rencontre n'apaisera pas la colère des sidérurgistes. Il faut au contraire que l'action se développe encore plus afin d'obliger André Giraud à rouvrir le volet social »*, disent-ils en commun.

Seule l'action en effet obligera le gouvernement à reculer véritablement sur les licenciements, mais pas si les dirigeants syndicaux se laissent entrainer sur le terrain de Barre, celui qui consiste à choisir ensemble, syndicats et patrons, comment l'industrie française peut devenir compétitive, c'est-à-dire comment faire de la productivité sur le dos des travailleurs. Ce ne sera sûrement pas facile, d'autant plus que le gouvernement annonce que pour créer des emplois en Lorraine et dans le Nord, il veut y établir deux centrales nucléaires ! Compte-t-il sur le chantage au chômage pour réussir à implanter dans ces régions « sinistrées » une industrie qui rencontre ailleurs l'opposition de populations entières ?

Claire MASSON

GRANDE-BRETAGNE

British Leyland en grève !

ALORS qu'en Grande-Bretagne la grève des employés du secteur public se poursuit pour des revendications salariales, les délégués des 100 000 ouvriers de l'automobile du grand trust nationalisé British Leyland (qui produit les marques Austin, Morris, Cooper, Triumph) viennent de voter à la majorité écrasante la grève générale sur l'ensemble du trust.

A l'origine, le refus de la direction de payer ce mois-ci la prime « spéciale » de 740 F francs par mois qui constitue en fait une partie intégrante du salaire des ouvriers. Elle prend pour prétexte un manque d'argent dû aux grèves qui secouent actuellement le pays.

Un accord datant d'août 1977 avait institué ce système de prime pour contrebalancer la trop grande différence existant entre les ouvriers du trust et le reste des ouvriers de la métallurgie. Le patronat l'avait cependant assorti d'une sorte de clause anti-grève en la faisant dépendre de la non-rupture de la production. Aujourd'hui, la direction veut faire jouer cette clause en prenant les arrêts de novembre et décembre dûs à différentes perturbations au niveau national.

Entre temps, l'augmentation continue du coût de la vie et le blocage des salaires ont conduit cette prime à prendre une place proportionnellement très importante dans le salaire (environ 1/3 pour certains). Et les travailleurs refusent donc de considérer plus longtemps cette part du salaire comme une simple prime

Sur un autre plan et malgré un premier recul du gouvernement qui a virtuellement admis une augmentation de 10 % à la place des 5 % initialement prévus comme limite de blocage des salaires, les grèves se poursuivent et même prennent de l'ampleur.

Le secteur public qui compte beaucoup d'immigrés est parmi le plus mal payé en Grande-Bretagne et la politique salariale de Callaghan, le « socialiste » a rendu la situation financière des travailleurs intenable depuis trois ans. C'est 20 à 40 % que réclament les travailleurs en grève, personnel des hôpitaux, éboueurs, égouttiers, etc. Les fossoyeurs, pour des raisons qui se comprennent, ont accepté de reprendre le travail à condition que l'Etat leur paie en supplément le surcroit de travail dû à la grève.

Pour le reste, et particulièrement chez les travailleurs municipaux, la détermination est très forte et les directions syndicales sont totalement incapables d'endiguer le mouvement malgré tous leurs efforts.

Serge FOREST

Les propositions du gouvernement : des cacahuètes

Jim Warner est porteur à l'hôpital Royal d'Hamstead, il a 59 ans et travaille là depuis 10 ans. Il est maintenant classé « porteur d'un service » ce qui revient à dire qu'il est payé au-dessus du salaire de base. Tous les impôts et prélèvements effectués, il lui reste 1 430 F par mois.

« Tout ce qu'on demande, c'est un minimum raisonnable pour vivre, dit-il, on nous a fait toutes les promesses possibles, mais jamais on ne nous a donné un salaire décent. Les dernières propositions du gouvernement sont des « peanuts » (en français : cacahuètes). On ne peut pas les accepter. Le sentiment général, c'est que cette année, on ne se laissera pas faire facilement ».

PORTUGAL

Hausse des prix et nouvel impôt

L'ETAT portugais a du mal à assurer ses fins de mois, c'est ce qu'a fait savoir Mota Pinto, premier ministre portugais. Alors, il faut augmenter les rentrées d'argent... Ainsi, les prix des transports des biens et services, de l'essence vont augmenter prochainement.

Le litre d'essence est déjà le plus cher d'Europe (3 F) et son prix a été multiplié par cinq en cinq ans.

Ces mesures sont sans doute jugées insuffisantes puisque le gouvernement aurait en plus l'intention de réduire le nombre des produits de première nécessité qui sont subventionnés par l'Etat. Et quant à ceux qui resteront subventionnés, leur prix pourrait augmenter de 20 %. Toutes ces mesures touchent les couches les plus défavorisées de la population.

Mais ce n'est pas tout ! En effet, le gouvernement a proposé au Parlement la création d'un nouvel impôt qui, lui, frapperait *« tous les Portugais »*. En fait, pour les salariés, cet impôt reviendrait à exiger de tous ceux qui perçoivent un troisième mois d'en verser la moitié à l'Etat. Rien de moins !

Pourtant, le gouvernement avait promis, lors de son investiture de ne créer aucun impôt et de ne pas augmenter ceux qui existent déjà. Aujourd'hui, il promet que le nouvel impôt et les augmentations des prix n'entraineront pas de baisse du pouvoir d'achat pour les travailleurs...

ELG

Coup dur pour l'espionnage est-allemand

LE passage à l'Ouest, il y a une dizaine de jours, d'un gros bonnet des services d'espionnage est-allemand, Stiller, a porté un coup dur à leur réseau en Allemagne de l'Ouest.

Depuis, 22 espions est-allemands ont pu être démasqués et arrêtés. Et une quarantaine d'autres, menacés d'être eux aussi démasqués, ont pris la fuite et sont retournés en Allemagne de l'Est.

Stiller avait emporté à l'Ouest environ 1 000 pages de documents ultra-secrets qui permettent au contre-espionnage ouest-allemand de mieux démasquer les techniques d'espionnage de l'Est et d'y faire obstacle.

On croit rêver

« The Call », journal du Parti communiste marxiste-léniniste des USA a relevé en première page du « Daily World » organe du Parti communiste (révisionniste) des USA la perle suivante qu'il appelle « Erreur typographique ou lapsus freudien ? » : « Le conseil révolutionnaire du peuple du Kampuchea (gouvernement mis en place par le FUNSK) a été reconnu lundi comme étant le gouvernement légitime du Vietnam voisin ».

HB

TURQUIE

Deux organisations à la recherche de la guerre civile

LA Turquie est plongée dans une grave crise économique et connait de graves troubles politiques. Un millier de personnes ont été assassinées depuis le début de l'année. Deux organisations œuvrent pour créer un climat de guerre civile : les fascistes et le parti pro-soviétique.

La Turquie a subi de plein fouet les coups de la crise économique capitaliste mondiale et, depuis 1974, la situation n'a cessé de s'aggraver. Les conséquences ont atteint un stade très grave : un travailleur sur cinq est sans travail, l'inflation annuelle atteint 60 %, l'industrie ne fonctionne qu'à 50 % de sa capacité. L'économie nationale croule sous les dettes extérieures, les services publics courants ne peuvent plus être assurés comme ils le devraient, faute de crédits.

A cette situation économique catastrophique, s'ajoute une situation politique troublée où planent des rumeurs de coup d'Etat.

Deux forces luttent actuellement contre les efforts de démocratisation qui se sont dessinés depuis une année.

Tout d'abord, les fascistes, sous la direction du parti nationaliste de Turkes, le MHP. Ce parti est responsable de centaines d'assassinats en un an. Samedi dernier, un grand journaliste démocrate, internationalement connu a été assassiné par le MHP. En décembre dernier, ce même MHP fut à l'origine du massacre de Kahramanmaras : deux cent deux personnes ont été tuées, pour l'exemple... Le parti fasciste ne lésine pas sur les moyens pour, au profit d'une situation trouble, prendre le pouvoir par un coup d'Etat militaire.

Il n'est pas le seul à avoir en tête cet objectif. En effet, le soi-disant « Parti communiste turc » qui, tout comme le Parti Toudeh en Iran, est totalement inféodé à Moscou, poursuit le même but mais cette fois... pour les intérêts soviétiques.

Aujourd'hui, leur tactique consiste à créer des « organisations de guerre » et à se mettre directement et ouvertement à leur tête alors que, jusqu'à présent, ils les dirigeaient en sous-main.

Ils se sont également fixés pour objectif de s'implanter dans l'appareil d'Etat et dans les établissements publics. Dans le même temps, ils attisent des contradictions qui sont nées entre des différentes nationalités de l'est du pays, près de l'Iran. Ils se préparent.

Il n'est pas très étonnant de voir l'URSS s'intéresser particulièrement à la Turquie. Contrôler la Turquie, c'est contrôler les détroits du Bosphore et des Dardanelles, et donc avoir l'accès totalement libre vers la mer Méditerranée.

Le Parti communiste turc est lui aussi responsable d'assassinats et d'actes terroristes. Fascistes et pro-soviétiques sont tous deux favorables à une guerre civile dont ils espèrent chacun tirer profit.

Le Parti ouvrier et paysan de Turquie (parti marxiste-léniniste) a mis en garde contre ces dangers et a exigé du gouvernement qu'il ne réduise pas les libertés démocratiques au nom de la lutte contre le terrorisme.

En effet, suite au massacre de Kahramanmaras, l'état de siège a été décrété dans treize provinces du pays.

Dogu Perincek, dirigeant du TIKP, déclarait le mois dernier : *« Toutes les mesures de l'état de siège qui prendront comme cibles les droits démocratiques du peuple, ne serviront qu'aux fascistes et aux terroristes « de gauche ». Il faut abolir les articles 141-142 du code pénal turc, empruntés au code mussolinien. Tout le peuple de notre pays sans distinction de race, de croyance et de région, peut s'unir sur la base de l'égalité à tous les niveaux, de la liberté et la justice ».*

Evelyne LE GUEN
(à partir d'une correspondance de RAGIP DURAN à Istambul).

Manifestation du MMMSP devant l'ambassade soviétique.

Manifestation dans une île convoitée

LE Mouvement militant mauricien socialiste progressiste (MMMSP) a organisé vendredi 26 janvier une manifestation devant l'ambassade soviétique pour protester contre les agressions soviétiques en Erythrée et au Kampuchea.

Lors d'une conférence de presse qu'il avait tenue quelques jours plus tôt, le président du MMMSP: Dev Virahsawmy a annoncé la reparution pour le 1er février, du journal *Soley Ruz* (Soleil rouge) et a dénoncé le danger que faisait courir aux peuples du tiers monde la montée du social-impérialisme dans le monde. Prenant exemple sur le Kampuchea, Dev Virahsawmy a annoncé le démarrage d'une série de meetings dans l'île pour mettre en garde contre toute tentative de remplacement d'un quelconque impérialisme par le social-impérialisme sous couleur de « progressisme ». *« Les Mauriciens,* a-t-il dit, *doivent lutter pour obtenir leur vraie indépendance, mais pour arriver à cette fin, il faut se soustraire de la dépendance économique des superpuissances. Car sans indépendance économique, la vraie indépendance ne pourra jamais être obtenue ».*

Ancienne colonie française, puis britannique, l'île Maurice est située à l'est de Madagascar, en plein océan Indien. Indépendante depuis 1968, comme tous les Etats de la région, elle est perpétuellement soumise à des pressions des soviétiques qui lui voient un intérêt stratégique dans la lutte pour le contrôle maritime de l'océan Indien.

SF

Occupation de la sous-préfecture de Briey

A Longwy, la volonté de frapper fort s'affirme !

Hayange. Occupation par les mineurs de fer de Sacilor des locaux de la direction.

Denain, Hayange

Débrayages, occupations, la seule réponse aux patrons !

LES travailleurs sidérurgistes et les mineurs sont déterminés à établir le rapport de forces en leur faveur. Pendant que les dirigeants syndicaux et le gouvernement entamaient les négociations, à Paris, les travailleurs ont exprimé leur colère et leur volonté de gagner.

Denain, Briey en Meurthe et Moselle, Hayange et Longwy ont été mardi les points forts de la lutte.

Occupations, séquestrations, blocage de la circulation, manifestations tels étaient les maîtres-mots du discours qu'ont tenu les ouvriers au patronat.

Mardi 6 février, a été une journée particulièrement chaude. A Denain, trois à quatres cents travailleurs de l'entretien ont sequestré, dès mardi matin, le directeur d'Usinor, Paul André et deux cadres dont le chef du personnel. Cette catégorie de personnels est, en effet, à peu près certaine d'être licenciée. Officiellement déjà, 2 100 licenciements sont prévus sur 2 400 travailleurs au total. En fait, les menaces de licenciement pèsent sur toute la totalité du personnel à l'entretien C'est donc pour s'opposer à la suppression du travail de réparation des machines qu'ils ont sequestré le directeur. En signe de solidarité, les ouvriers de l'acierie ont cessé le travail, avec le soutien de la CGT, de la CFDT, de FO et de la CGC et à 2 000, ils se sont rassemblés devant les bureaux du directeur. A la fin de la journée, l'entrée de Denain et l'accès à l'usine étaient toujours bloqués par les locotracteurs.

Dans la nuit, la police est intervenue pour « libérer » les directeurs et des heurts violents ont eu lieu.

Les mineurs de fer de Sacilor, en grève à 90 % mardi, soutenus par la CGT, la CFDT, la CFTC et FO sont descendus de Auboué, de Homécourt, de Moyeuvre et se sont retrouvés à Hayange. Quatre cents d'entre eux ont occupé les locaux de la direction. Dans l'après-midi du mardi toujours, ils ont bloqué la circulation et manifesté pour *« se faire entendre le même jour où débutaient les négociations entre sidérurgistes et patronat pour que les problèmes qu'ils rencontrent soient étudiés en même temps que ceux de la sidérurgie »*.

Mardi toujours, plus de deux cents métallurgistes ont investi la sous-préfecture de Briey

LA colère très répandue parmi les travailleurs de la sidérurgie s'est à nouveau exprimée mardi soir. A Paris, dans les discussions avec les directions syndicales, le gouvernement tente de désamorcer la lutte qui s'engage, tout en maintenant les licenciements dont il espère qu'ils pourront avoir lieu dans la démobilisation des mois de juillet et août. Faire traîner les choses, tel est le but du gouvernement. Cette manœuvre apparaît clairement à de nombreux travailleurs de la sidérurgie.

C'est pour manifester leur détermination à poursuivre et amplifier l'action que plus d'une centaine de travailleurs de Longwy, à l'initiative de la CFDT locale, ont occupé les locaux de la sous-préfecture de Briey aux environs de 20 h 30. On notait parmi eux la présence d'une forte proportion des employés des bureaux d'Usinor, parmi lesquels des femmes, des jeunes et des anciens, contraints aujourd'hui à l'action à tout prix pour défendre leur avenir.

Les quatre flics municipaux présents à l'intérieur n'ont pas opposé de résistance, allant jusqu'à dire : *« On connaît bien vos problèmes »*. Le sous-préfet, présent alors dans son bureau fut sans doute surpris par cette intrusion.

Certains travailleurs ont exprimé leur colère devant le sort qu'il leur est fait en jetant les dossiers en dehors des armoires. Les gendarmes ont pénétré dans la sous-préfecture par l'arrière, c'est à ce moment que le feu a été mis aux papiers qui jonchaient le sol, tandis que les fenêtres de la sous-préfecture volaient en éclats. Une dizaine de travailleurs sont restés entre les mains des gendarmes qui les ont finalement relâchés. La situation est trop explosive actuellement pour emprisonner des travailleurs. Une voiture de police qui allait être renversée avec ses occupants, dut son salut à une brusque accélération et une charge des gendarmes.

Finalement, les travailleurs se sont repliés et une file de voitures s'est dirigée vers Longwy. L'occupation de la sous-préfecture a montré au gouvernement notamment qu'à Longwy, on est bien décidé à refuser les licenciements et que l'on s'oppose à ce que les choses puissent se dérouler comme à Thionville il y a deux ans.

Sans nul doute, bon nombre des participants à cette action, il s'agit de préparer les conditions de la lutte de masse des sidérurgistes, il est clair que c'est, en définitive, l'action des sidérurgistes de Lorraine, du Nord et d'ailleurs qui sera décisive pour faire échec aux licenciements.

En ce sens, la grève de la sidérurgie du 16 février sera un test important. Ici, à Longwy, on est bien décidé à ce que ne soit pas une journée de grève comme les autres, qui soit sans lendemain. La lutte n'en est qu'à ses débuts.

INTERNATIONAL

Une délégation du Kampuchea en Tanzanie

RECUE à la conférence extraordinaire des non-alignés qui s'est tenue à Maputo (Mozambique), en tant que seul représentant légitime du Kampuchea démocratique, la délégation cambodgienne, conduite par Samdech Penn Nouth, est maintenant en visite en Tanzanie. Cette visite dans ce pays du tiers monde, membre du mouvement des non-alignés, est une nouvelle victoire diplomatique pour le gouvernement légal du Cambodge, dirigé par le premier ministre, Pol Pot.

Halte à l'occupation du Laos Halte à l'invasion du Cambodge par les troupes vietnamiennes

— Au nom du droit à l'autodétermination des peuples,
— Au nom de la paix et de la sécurité mondiales,
— Au nom de la justice humaine,

LE COMITE POUR L'INDEPENDANCE DU LAOS adresse un pressant appel aux peuples et aux gouvernements du monde et aux organisations internationales,

a) Pour condamner de toute leur énergie :
— L'occupation du Laos,
— L'invasion du Cambodge,
par les expansionnistes vietnamiens.

b) Pour exiger le retrait immédiat et sans conditions des troupes vietnamiennes du territoire du Laos et du Cambodge.

c) Pour obliger le Vietnam à respecter complètement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Laos et du Cambodge.

Manifestez votre sympathie ou votre soutien à :
Monsieur Pradith VONGBANDITH
13, avenue de la République
91300 Massy

Khomeiny nomme un premier ministre

LUNDI dernier, lors d'une conférence de presse, Khomeiny a nommé Barzagan, premier ministre. Celui-ci a charge, d'après Khomeiny, de former rapidement un gouvernement provisoire *« qui aura pour tâche principale de remettre le pays en marche et d'organiser le référendum, de faire appel au suffrage universel pour passer du régime politique actuel à une république islamique, de préparer l'élection de l'Assemblée constituante qui approuvera la constitution du nouveau régime et organisera l'élection des membres du gouvernement selon la nouvelle constitution »*.

Khomeiny a alors appelé le peuple à descendre dans la rue pour apporter son soutien à Barzagan. Répondant à son appel, 100 000 personnes ont défilé mardi dans les rues de Téhéran. La nomination de Barzagan a également reçu l'appui du Front national de Sandjabi.

Bakhtiar, premier ministre actuel, avait fait savoir, il y a quelques jours, qu'un gouvernement fantome ne le gênait pas mais que si ce dernier devenait réel, il serait amené à prendre des mesures contre les membres de ce gouvernement. Suite à la nomination de Barzagan par Khomeiny, Bakhtiar a fait savoir qu'il ne se laisserait pas faire, mais il a également précisé que la nomination de Barzagan constituait un geste de conciliation. En effet les deux hommes ont bien des points communs. Il y a encore peu de temps, ils appartenaient à la même organisation et au cours de la lutte contre le Shah, ils se sont souvent retrouvés côte à côte.

E. L.G.

Election à la présidence de la République algérienne

LES élections à la présidence de la République algérienne se terminaient aujourd'hui dans les différents bureaux de votes installés dans les consulats pour les Algériens à l'étranger et, en particulier, en France. En ce qui concerne ces derniers, il y eu affluence devant les bureaux de vote. En Algérie même, les élections présidentielles se déroulent ce mercredi. 7,8 millions d'électeurs sont appelés à élire le candidat du FLN, Chadli Benjedid.

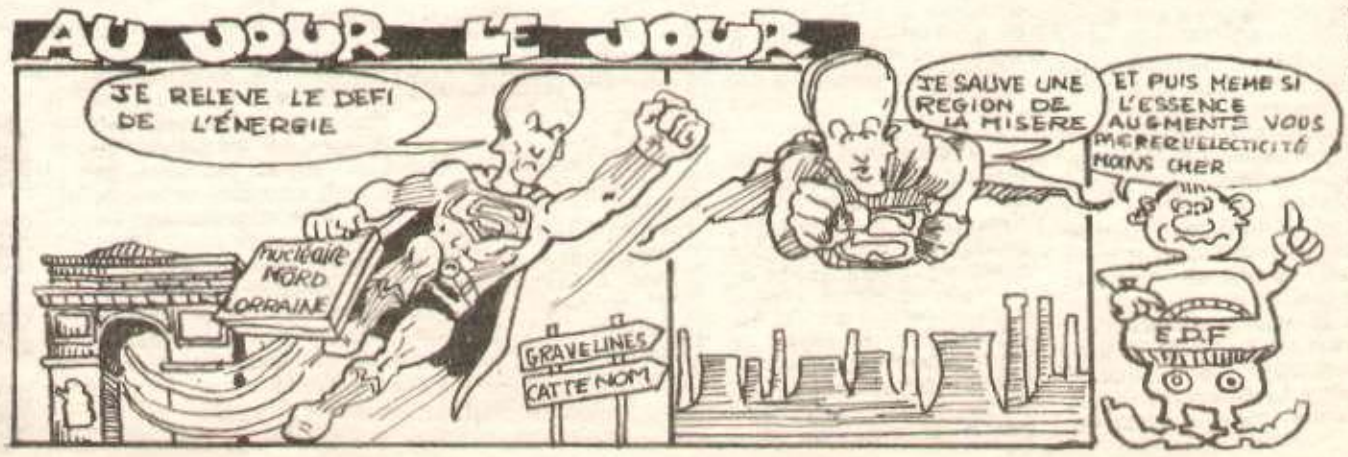
Les travailleurs de Garnier à Redon rendent visite à leur député

REDON, 1 800 chômeurs, des menaces contre la SIBS, La Laiterie, la SRTI (électronique). L'inquiétude règne, la colère est grande dans de nombreuses familles. De plus, les travailleurs de chez Garnier (machines agricoles) sont menacés de licenciement. Et c'est sur le mot d'ordre *« Non à tout licenciement »* que les gars se battent.

Après avoir bloqué pendant une heure et demie la ligne de chemin de fer (les 2 et 8 janvier), ils sont intervenus à deux reprises dans le bureau du patron. Le patron a alors décidé de réduire le nombre de licenciements de 63 à 41 « parce que les ouvriers avaient manifesté dans le calme »... Mais les gars poursuivent leurs actions sur le mot d'ordre *« non à tout licenciement »*.

Cette situation chez Garnier et en général explique et justifie la petite « visite » que les travailleurs ont organisée à la permanence de Madelin, député PR, ex-militant de l'organisation d' extrême-droite « Occident ».

Petite « visite » qui s'est clos sur la mise à mal du bureau de Madelin et l'éparpillement de ses dossiers.



Les métallurgistes nantais ont de suite réagi à l'occupation de Brissonneau par les flics.

Le 8 ne doit pas rester sans lendemain pour les gars de Brissonneau

LES travailleurs de Brissonneau et Lotz Marine en sont à leur quatrième semaine de grève... et la situation reste toujours bloquée. La direction Jeumont-Schneider persiste dans les provocations, etc. maintient les licenciements. Mais la colère gronde parmi les grévistes de Brissonneau-et Lotz-Marine et dans la classe ouvrière nantaise.

Les travailleurs de BLM, une des plus ancienne boite de Nantes, vont-ils se laisser docilement jeter à la rue pour rejoindre les 36 000 chômeurs de Loire-Atlantique ? Ils n'y sont pas décidés, car après eux, ce seraient les travailleurs de Dubigeon, ceux des chantiers de St-Nazaire et d'autres encore qui tomberaient sous les coups d'un patronat arrogant et assoiffé de profits.

LES TRAVAILLEURS DE BLM NE SONT PAS SEULS

Lundi 5 février au matin, quelques 200 jaunes réussissaient à rentrer dans l'usine (parmi eux une petite poignée seulement d'ouvriers) en découpant le grillage de l'enceinte. Les flics sont aux alentours et l'huissier est également là. Parmi les grévistes, c'est le désarroi. Trois semaines de bagarre et reprendre le boulot en laissant 200 copains sur le pavé?

Certainement pas !

Mais la décision du tribunal des référés plane sur les têtes comme l'épée de Damoclès ...

Finalement, les jaunes seront enfermés dans la boîte toute la matinée. Les flics se font de plus en plus pressants, alors avec l'aide d'ouvriers de boites de la zone industrielle de Carquefou (telles La Cercel, STV...) et d'autres métallos venus des ACB, de Dubigeon, de la SNIAS... les grévistes repoussent les jaunes hors de la boîte. Seule une petite centaine avait résisté au jet de la lance à incendie... Ils furent reconduits à la porte de l'usine et invités à rentrer chez eux comme l'avaient fait leurs collègues... L'ambiance était chaude, elle allait se tendre quand peu après les gendarmes (soutenus par sept cars de CRS qui se tenaient non loin de là) rentraient dans la boîte. Après les jaunes, c'étaient les bleus ! Brissonneau occupé par les flics, du jamais vu encore ! Du côté des grévistes on est déçu mais pas découragé, la lutte continue.

Mardi matin, les unions-métaux CGT et CFDT appelaient à une manifestation à Nantes. Le cortège des 5 000 métallos, ceux de BLM en tête, se dirigeait vers la préfecture, scandait puissamment : *« Non aux licenciements »*, *« non à la répression »*. *« Ce qui se passe chez BLM concerne aussi les autres boites ; c'est la métallurgie nantaise dans son ensemble qui est concernée par ce qui se passe chez nous »* intervient un délégué au nom de l'intersyndicale de BLM. Il poursuit par un appel à venir renforcer le piquet de grève de BLM : *« Ça redonne le moral ; la lutte continue à BLM, il faut sauver nos emplois... »*.

Le préfet siège au conseil régional, la manifestation s'est dirigée alors vers le Neptune. Le cordon de flics protégeant la séance est quelque peu égratigné et on vit voler quelques képis... et puis aussi des œufs et des tomates sur les képis. La pression des travailleurs s'accentue *« Libérez nos usines, libérez Brissonneau »*. Malgré la présence des flics autour de l'immeuble, les gars tiennent bon. Devant tant de détermination, le préfet dut lâcher et vite !

Un : les flics sortent de l'usine.

Deux : les jaunes ne rentreront pas dans la boite.

Trois : rencontre prévue dès l'après-midi avec la direction de Jeumont-Schneider.

De retour à la boite, les travailleurs de BLM appréciaient cette victoire : les flics quittaient l'usine : *« Ils ne sont pas partis très loin mais ils ne sont plus dans la boite, c'est déjà mieux ainsi »*.

Le terrain perdu la veille était reconquis grâce à la mobilisation et à la détermination des grévistes de Brissonneau et des gars de la métallurgie nantaise. Une fois de plus, cela montre que rapport de force et esprit Foffensive peuvent faire plier l'adversaire. Une leçon qui mérite d'être retenue pour la journée du 8. (journée d'action départementale CGT-CFDT pour l'emploi).

Correspondant Nantes

Du tac au tac

Entre 13 et 14 heures, mardi, alors que l'ordre leur avait été signifié par le préfet de quitter la boite, les flics se vengèrent sur un groupe de sept à huit camarades qui faisaient le tour de l'entreprise du côté nord, à l'opposé de l'entrée principale. Les flics les bousculent, leur arrachent leur papier d'identité, tentent de leur passer les menottes... Un gars qui connait bien le coin leur échappe, enjambe un fossé, s'enfonce dans les taillis, trois flics à ses trousses... Quelques minutes plus tard, une cinquantaine de gars de STV (fonderie toute proche) arrivent au pas de course. Résultat, les papiers sont restitués à leurs propriétaires et les flics détalent...

Les ouvriers de BLM vont voir les paysans

Une cinquantaine de personnes dont de nombreux paysans, participaient à la Chapelle-sur-Erdre (petite localité à 15 kilomètres de Nantes qui compte 130 chômeurs) à une réunion avec les travailleurs de BLM. Information et échange sur les problèmes de l'emploi, à BLM bien sûr, mais aussi dans le monde rural : *« Trois paysans par jour disparaissent en Loire-Atlantique. Pour nous paysans de Loire-Atlantique, une année c'est la suppression de mille d'entre nous »*. Comment organiser la solidarité entre paysans et ouvriers ? Quel soutien les paysasn peuvent-ils apporter aux grévistes : Les ouvriers sont chassés de leur usine, les paysans de leur terre *« c'est chez nous mais c'est aussi à l'Est, le Nord... »*.

Ainsi progresse pas à pas l'unité du peuple.

SIDERURGIE

Quand le malade commence à soigner le médecin

SUR le *Figaro* du mardi 6 février, sous le titre : *« Grondement à l'Est »*, vous voyez un encadrez *« Lettre à un Lorrain »* écrit, devinez par qui ? Par l'individu qui a son portrait à côté : Giraud, le ministre de l'industrie. Portrait à la tête allongée, pensive ; une conséquence des manifestations ? Tant mieux, on souhaite qu'elle s'allonge encore davantage ! Le lettre débute ainsi :

« Je pense à la Lorraine qui souffre... ». On est fixé, le ton est donné : Giraud va aller demander une serviette à ses amis lorrains Willot et Boussac pour éponger ses larmes. Après avoir fait vibrer la croix de Lorraine en citant quelques passages de De Gaulle, voici l'ordonnance que ce médecin du capital propose. Peut-être amis lecteurs arriverez-vous à vous maîtriser pour la lire jusqu'à la fin. Voici la préparation psychologique du malade :

« Les parents qui sont au chevet du malade et qui observent de près les difficultés de la lutte sont souvent tentés de demander l'atténuation du traitement : peut-être après tout pensent-ils n'est-il pas entièrement nécessaire. Les médecins eux sont responsables et ne peuvent entendre entièrement ce langage... Peut-être ma vie publique est-elle encore trop brève, peut-être ne suis-je pas assez endurci ! Ainsi me dis-je avec tristesse, cet inconnu me considère comme son ennemi ». (L'« inconnu », c'est un ouvrier à qui Giraud répond — NDLR).

Allons Giraud, tu nous fends le cœur. On le sait bien que c'est un drame pour les capitalistes de licencier, veux-tu une petite manifestation pour te réconforter ? Que l'ouvrier te voie comme son ennemi, quel chagrin n'est-ce pas ? Ça fait mal, surtout quand il s'en prend aux coffres et aux policiers. Ouvrier mon ami, voici donc sa proposition :

« Lorrain, mon ami, il faut sauver la sidérurgie, vendre plus en le produisant moins cher, et ce sauvetage de la sidérurgie entraine, comme dans les autres pays européens, la nécessité de moderniser les installations et malheureusement de réduire les effectifs ».

Vois-tu quand même comment on a changé dans cette société libérale avancée ! Un siècle après Marx, c'est moi le capitaliste qui t'enseigne que mes profits, je continue toujours à les faire sur ton dos d'ouvrier.

Mais ce n'est pas tout :

« Le gouvernement a demandé aussi de la part de la communauté nationale un effort de solidarité sans précédent qui dépassera surement 10 milliards de francs pour apurer le passé ». Cet effort-là ami lorrain, si tu ne l'as pas vu, tu as certainement dû te tromper de potion. Les jours de paye n'es-tu pas sûr d'avoir pris la feuille de paye de Hue de la Colombe ou de Etchegarray par exemple à la place de la tienne.

Sache aussi :

« Qu'il se crée autant d'emplois qu'il en disparait » et c'est moi le ministre, homme licencié, mais pas comme toi, homme qui sait bien parler qui te le dit et tout ce que je dis, tu dois me croire sur parole, *« certains industriels s'interrogent devant les séquestrations de cadres, les violences, les barrages de routes, de voies ferrées, ils avaient de la Lorraine, l'image qu'en a donnée l'histoire. Des provocateurs commencent à manifester. Il est vital pour la Lorraine qu'ils ne soient pas suivis par les travailleurs... Alors ce qui importe, c'est de s'orienter le plus vite possible vers l'examen détaillé que permet seule la discussion usine par usine. Personne n'a intérêt à perdre du temps... Lorsqu'un ami est en peine, mieux vaux l'aider à affronter l'avenir en lui montrant les voies de l'espoir »*.

Voilà, le malade va finir par trouver que c'est le médecin qui va pas bien. Curieuse maladie tout de même dans laquelle les signes de convalescence du malade vont de pair avec les symptômes de maladie de son médecin ! D'ailleurs, nous aussi nous sommes très humains et très heureux d'apprendre que le malade commence à soigner le médecin du capital. Nous souhaitons des soins encore plus énergiques. Et à la potion-division *« négociation usine par usine »* les ouvriers répondront *« unité à la base et dans l'action »* et l'espoir pour eux c'est *« Tous ensemble et en même temps »*. De quoi peut-être causer votre hospitalisation monsieur Giraud de ce côté là, demandez quelques recettes à vos bons amis Chirac et Empain.

René BREAND

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

LICENCIEMENTS

Seule une ligne internationaliste peut permettre l'union et le succès

« *Encore des polémiques, encore des divisions, comme si on avait besoin de ça au moment où il s'agit de lutter tous ensemble* ». D'après Edmond Maire, le PCF suivrait une politique marquée par le « *nationalisme et la xénophobie* ». En réponse, les dirigeants du PCF accusent le secrétaire général de la CFDT d'être un soutien « *pour la politique des maitres de l'acier ouest-allemands* », d'être celui qui « *nourrit les divisions par où passent les maitres de forges avec leur Barre et leur Giscard* ». Provoquer la division des rangs ouvriers, en premier lieu ceux des sidérurgistes, c'est également ce que Maire reproche à la ligne que suivent les dirigeants du PCF.

Comme chacun peut s'en rendre compte, la polémique engagée porte sur un enjeu trop grave (les objectifs et les conditions de l'unité des travailleurs dans la lutte contre les licenciements) pour qu'on puisse se contenter de déplorer ces nouvelles divisions au sommet ». Trop grave pour qu'on puisse trancher la question posée par un simple réflexe partisan.

« *Nationalistes et xénophobes* » ? Les dirigeants du PCF répondent avec indignation. Pour se faire justice d'une telle accusation, ils rappellent des faits appartenant à un passé justement marqué par l'internationalisme. C'est un militant communiste, Jean-Pierre Timbaud, qui proclamait à la face des nazis avant de tomber sous leurs balles « *Vive le parti communiste allemand* ». Ce sont des communistes qui furent aux premières lignes lorsque la solidarité avec les peuples d'Espagne se payait au prix de la vie dans les rangs des brigades internationales. Ce sont encore les communistes qui furent au centre du soutien internationaliste à la lutte des peuples d'Indochine contre le colonialisme français.

Ce passé, c'est l'héritage prestigieux que nous ont transmis des générations de communistes. Et c'est dans la lutte aujourd'hui que les communistes doivent s'y montrer fidèles. Car l'internationalisme ne se paie pas de mots mais d'actes concrets visant à unir dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme les travailleurs et les peuples qui en sont les victimes.

Janvier 1979 : Marcel Grégoire, membre du PCML en discussion avec un sidérurgiste allemand en grève. La voie à suivre, c'est l'unité des classes ouvrières d'Europe.

Une mauvaise analyse

Soucieux d'exposer avec clarté leur politique mise en cause par la direction CFDT les dirigeants du PCF s'expliquaient vendredi dernier dans un éditorial de l'*Humanité* intitulé « *La polémique et l'absurde* ». Afin de montrer « *pourquoi le combat pour la défense de l'emploi, des industries des régions, le combat de classe ne se sépare pas du combat pour l'indépendance de la France qui fait désormais obstacle aux projets stratégiques de la grande bourgeoisie* », l'*Humanité* expose l'analyse suivante : « *la crise a ses racines en France parce que le pouvoir du grand capital y domine. Et il se propose d'accélérer l'intégration européenne pour consolider ses positions propres.* » On ne peut que souscrire à une telle analyse. En effet, depuis vingt ans, les monopoles français, l'impérialisme français n'ont été partisans de la construction de l'Europe que dans la mesure où elle était un moyen pour eux de consolider leurs positions face à d'autres concurrents impérialistes parmi lesquels les Etats-Unis et la RFA ne sont pas les moindres. Mais ce n'est pas tout. Comment le pouvoir du grand capital s'y prend-t-il pour consolider ses positions propres ? Eh bien, d'après l'éditorialiste de l'*Humanité* « *en s'appuyant sur la puissance conjuguée des impérialismes allemand et américain* ». Surprenant. Ainsi, les impérialismes allemand et américain auraient un quelconque intérêt à consolider, à renforcer un de leurs concurrents (et pour la RFA, l'impérialisme français est bien le principal rival en Europe). Ou encore, les monopoles français pourraient améliorer leur position dans la concurrence internationale en demandant aide et assistance à ceux qui, précisément, leur disputent les marchés. Bref, il y a là comme une incohérence surtout quand on ajoute après : « *Quitte à organiser pour y parvenir le déclin des activités vitales de la nation* ». L'impérialisme français renforcerait ses positions en sabotant les bases matérielles de sa puissance ?

Au total, une analyse qui ne brille pas par sa clarté. Quant à la conclusion maintes fois rabâchée de cette limpide explication, à savoir que l'Europe est « *dominée économiquement et politiquement par l'Allemagne fédérale* », on pourrait lui opposer les analyses pourtant farouchement anti-européennes des Soviétiques. Ainsi, dans *Temps nouveaux* (No 4 de janvier 1979), hebdomadaire soviétique, tout ce qu'il y a de plus officiel, on peut lire sous la plume d'un certain Ivanov que les milieux dirigeants français « *rêvent d'une Europe unifiée, qui constituerait un nouveau centre de force mondial, en état de traiter d'égal à égal, par exemple avec l'URSS et les Etats-Unis et où la France jouerait un rôle dominant. Or, l'histoire du Marché commun et plus spécialement de ces dernières années de crise, montre que la France ne saurait encore être l'unique leader du Marché commun mais devrait partager les rênes du pouvoir avec l'Allemagne fédérale* ». Est-ce la nécessité de ce partage du pouvoir qui fait enrager les dirigeants du PCF, comme il fait enrager Chirac, le nostalgique de la « *grandeur française* » ?

Faut-il rappeler enfin que des licenciements analogues à ceux organisés en France par les maitres de forges (l'Etat étant le premier d'entre eux) ont frappé et frappent les sidérurgistes allemands dans des proportions aussi graves ? Que vaut alors la thèse selon laquelle les trusts allemands de l'acier (l'*Humanité* parle des « konzerns ») exporteraient en France le chômage ?

En fait, l'analyse des dirigeants du PCF est erronnée, notamment, parce qu'elle ne prend en compte qu'une partie des faits, qu'un aspect de la réalité, à savoir que les monopoles allemands font preuve dans l'ensemble d'un plus grand « *dynamisme* » que les monopoles français (c'est justement ce dynamisme que Giscard veut faire acquérir au capitalisme français grâce aux traitements de Barre). De cette supériorité économique des monopoles ouest-allemands sur les Français, les dirigeants du PCF déduisent une prétendue soumission des seconds aux premiers, escamotant le fait que c'est précisément par souci d'efficacité dans la concurrence entre monopoles que nos patrons français procèdent aux licenciements massifs et œuvrent au renforcement de l'intégration européenne avec l'arrière-pensée non dissimulée d'en retirer la meilleure part.

Des slogans plus qu'ambigus

L'ANALYSE faite par les dirigeants du PCF conduit à fixer, nous l'avons vu, une cible erronée à la lutte des travailleurs pour la sauvegarde de l'emploi. Ce sont bel et bien nos capitalistes français qui sont en tout et pour tout responsables des licenciements qui s'opèrent à cadence accélérée dans le pays. Pas leurs homologues d'outre-Rhin. Mais ce n'est pas tout car cette analyse erronée, dès lors qu'elle est concentrée en slogans, en mots d'ordre, prend une résonnance tout à fait ambiguë, quand les banderoles du PCF proclament à Pont-à-Mousson : « *Oui, il faut rendre la Lorraine à la France* ».

Quand M. Wurtz, secrétaire particulier de Georges Marchais, figurant à la 14e place sur la liste du PCF pour l'élection au Parlement européen, déclare qu'il faut se battre « *pour empêcher qu'on fasse de l'Alsace un hinterland allemand* » (évocation directe d'une possible annexion), c'est le vieux refrain « *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine* » qu'on croit entendre à nouveau. Ces mots d'ordres ne sont malheureusement pas des déviations caricaturales de la ligne impulsée par les dirigeants. Lors de sa session de décembre, le Comité central adoptait une résolution dans laquelle les rapports du pouvoir giscardien avec les dirigeants de RFA était comparés à ceux de « *la collaboration pétainiste avec Hitler* » (*L'Humanité* 14 décembre 1978). Un mois plus tôt Charles Fiterman, membre du bureau politique du PCF, dénonçait « *l'entreprise délibérée visant à réhabiliter le nazisme et la collaboration avec lui, pour laver l'Allemagne de tout soupçon et créer les conditions de son hégémonie politique dans le bloc ouest européen que l'on veut édifier* » (*L'Humanité* du 6 novembre p. 3). L'idée qu'on veut nous faire admettre est simple : L'Allemagne ne cesse de porter en elle le nazisme. Ajouter à cela que la France est le pays de la démocratie par excellence (c'est un des fondements de la théorie du « socialisme au couleur de la France ») et vous avez le démocratie française menacée par le nazisme allemand.

Au total on ne peut nier que la direction du PCF travaille à raviver des sentiments anti-allemands en prenant appui sur le passé de deux guerres mondiales. N'est-ce pas ouvrir la voie à la division...

La voie qu'il faut suivre résolument c'est celle de l'unité des classes ouvrières d'Europe, victimes de la même crise capitaliste, soumises à la même exploitation, frappées par les mêmes licenciements. Chaque classe ouvrière contre sa bourgeoisie capitaliste et toutes ensemble solidaires, c'est cela le chemin de l'internationalisme aujourd'hui, celui qui met les ouvriers de France, d'Allemagne, d'Angleterre... tous ensemble dans la même tranchée pour lutter contre le capitalisme.

Pierre MARCEAU

Maire, les paroles et les actes

LE secrétaire général de la CFDT a raison d'engager le débat à propos de la cible que doivent viser les travailleurs dans la lutte contre les licenciements. Il a raison aussi d'appeler à l'unité et à la nécessaire solidarité de classe à travers l'Europe. Malheureusement, les actes ne sont pas toujours en conformité avec les paroles. S'agissant de la grève des sidérurgistes allemands, on pouvait lire dans le *Matin* du 15 décembre un bien singulier article. Faisant état d'une rencontre entre Chérèque, secrétaire de la métallurgie CFDT et les dirigeants des syndicats de la sidérurgie ouest-allemands, l'article indiquait : « *Mais Jacques Chérèque (...) en est revenu convaincu que le meilleur moyen pour les ouvriers français de soutenir les 40 000 sidérurgistes allemands en grève est justement de ne pas cesser le travail et d'assurer la production* ». (Notons que le *Matin* ne passe pas pour être hostile aux dirigeants CFDT tant s'en faut). C'est grâce à une telle solidarité que les tôles de Volkswagen ont pu être produites par les laminoirs de Dunkerque ! Avec la plus grande discrétion.

S'agissant de « *L'action de masse unitaire* » que Maire appelle de ses vœux, force est de constater que les mots d'ordre anti-allemands ne sont pas seuls à l'entraver. Les méfaits de la ligne « recentrée » que Maire a imposée voilà 6 mois à la confédération CFDT sont eux aussi autant d'obstacles qu'il faut lever pour permettre l'unité des travailleurs dans la lutte contre Giscard-Barre. Cette ligne « recentrée » qui donne un maximum de place aux discussions à froid avec le patronat, Maire était bien obligé de reconnaitre dimanche soir, au Club de la presse, qu'elle avait dans la pratique donné « *bien peu de résultats* ».

Soit. Il n'est pas trop tard pour rejeter cette ligne qui conduit à la collaboration de classe.

P.M

Soutien aux emprisonnés corses

Les méfaits des barbouzes

ALORS que 30 patriotes corses vont passer devant la Cour de sûreté de l'État, le pouvoir capitaliste mène grand tapage contre la « violence » et ses barbouzes continuent à perpétuer leurs crimes dans la plus grande impunité.

Les récents attentats, contre le siège de l'UPC à Marseille, contre les frères Angeli — militants de Borgu (Corse), font de nouveau surgir l'ignoble hypocrisie du gouvernement qui prétend condamner la violence.

Nous avons à de multiples reprises dénoncé les agissements de ces polices parallèles et expliqué qu'en fait la violence première, la violence mère, c'est celle du système capitaliste lui-même. Il en est ainsi en Corse comme sur le continent.

Toutefois, il n'est sans doute pas inutile de préciser qu'en Corse, le coût de la vie est 30 % plus cher qu'en France. D'autre part, la mortalité infantile est de 27 pour mille en Corse du nord, taux identique à ceux de certains pays du tiers monde (contre 18 pour mille en France et 10 pour mille en République populaire de Chine).

Il y a aussi la présence de la Légion étrangère qui multiplie les crimes et les exactions (vols, viols assassinats...)

Non content de réprimer partout les travailleurs qui luttent pour conserver leur emploi ou contre la détérioration de leur niveau de vie et de leurs conditions de travail, le pouvoir capitaliste orchestre l'oppression nationale du peuple corse. Or, l'histoire de ce peuple est celle d'une lutte incessante pour défendre sa liberté.

LA VIOLENCE-MERE

Cette fois-ci le pouvoir est passé à un degré supérieur. Si l'UPC a déjà été victime de plus d'une quarantaine d'attentats, c'est — dit l'UPC — « *le premier attentat de ce genre qui frappe nos militants et notre gouvernement sur le continent (...) C'est le droit à l'expression de notre culture, c'est le droit à la libre expression d'un mouvement politique légal — notre volonté de sauver la Corse — qui ont été sauvagement visés.*

C'est le fondement même de la démocratie qui est attaqué à travers les coups qui nous sont portés. »

Cela démontre combien est juste et nécessaire la riposte massive des masses populaires contre l'agression permanente dont ils sont victimes. C'est bien la violence organisée des larges masses que le pouvoir redoute le plus, car il sait que c'est le seul moyen de mettre fin au terrorisme institutionnalisé qu'est celui de l'Etat des monopoles.

POLICES PARALLELES

C'est d'ailleurs encore ce même pouvoir, avec ses polices parallèles, qui est responsable de l'attentat dont l'inspecteur Pierre Bertolini a été victime au moment du voyage de Barre. Ce dernier, en fidèle représentant de « l'ordre » capitaliste et défenseur acharné des grands monopoles, n'a rien trouvé d'autre que d'essayer d'en faire porter la responsabilité au FLNC. Ce dernier, dans son périodique « *U Ribellu* » paru en janvier, explique que : « *A la suite de cela, la France espérait un vaste nettoyage montrant aux Corses que seule la légalité française est garante de la paix civile en Corse* ».

Il réfute l'accusation portée contre lui de préparer des attentats contre « *les autonomistes, nos frères de lutte, justifiant par avance les actions de barbouzes dont le Front portera le chapeau.* »

C'est sans doute aussi ce que visaient les barbouzes en commettant le lâche attentat dont a été victime le Centre de promotion sociale.

Contre la violence capitaliste c'est ensemble, travailleurs et peuple de France, travailleurs et peuple de Corse, que nous exigeons la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat et la libération immédiate de tous les patriotes corses.

Serge LAFORGE

Le PCML soutient la lutte des pompiers d'Ajaccio

Les sapeurs-pompiers du centre de secours sont en grève depuis plusieurs jours. Pour marquer leur détermination et populariser leur lutte, samedi soir, 3 février, ils ont bloqué pendant une heure l'embarquement du car-ferry « Provence ». Ils ont reçu le soutien de plusieurs organisations, dont l'UPC, le PCML.

Ce dernier « *appelle tous les travailleurs et la population d'Ajaccio à soutenir la lutte des pompiers qui se battent pour obtenir la titularisation de tous les pompiers, l'embauche de 32 autres et la réduction du temps de travail. Les revendications des travailleurs du feu concernent tous les travailleurs corses (...) Le PCML dénonce, dans ce domaine, la politique des élus locaux « le maire d'Ajaccio en tête ».*

TRAVAILLEURS IMMIGRES

Nous n'oublions pas Mohamed Boubaya

IL y a un peu plus d'un an, Mohamed Boubaya décédait dans des conditions bien particulières.

— *Les faits* : un travailleur algérien à l'atelier de peinture de l'usine Brissonneau de Montataire le transporte à l'hôpital privé de Creil ; il se plaint, il souffre.

— *Conclusion des internes de service* : Il est sans doute en état d'ivresse ; appelons la police ! Avec un motif pareil, il ne faut pas attendre de la délicatesse de la part de la police pour ce travailleur. Après avoir été emmené au commissariat, Mohamed Boubaya est ramené à l'hôpital. Evidemment là, il faut reconnaître qu'il est bien malade, car il est transporté à Paris où il décède. Une affaire bien louche où les pourquoi du père de Mohamed restent toujours sans réponse.

— *Pourquoi* mon fils malade se retrouve au commissariat ; comment et quel moyen prouve qu'il était ivre.

— *Pourquoi* seulement en remontant du commissariat, on s'occupe sérieusement de lui et on l'envoie sur Paris.

Pourquoi porte-t-il des traces de coups ?

Pourquoi ses affaires ne sont-elles pas retrouvées et *pourquoi* on ne nous prévient que 18 heures après ?

Il y a quelques jours, la presse et la radio parlent de cette affaire. Localement, des articles sont publiés. Un interne est emprisonné puis relâché, et aujourd'hui, le silence.

Juridiquement, l'affaire continue sur la voie habituelle qui consiste à faire trainer jusqu'à l'oubli total pour mener au dossier classé.

La mort d'un travailleur immigré comme français n'est pas la mort d'un chien mais d'un homme. Soutenons la famille Boubaya qui lutte pour connaitre la vérité sur la mort de leur fils, Mohamed décédé le 24 décembre 1977.

En conclusion, après discussion avec le père de Mohamed, celui-ci nous déclare :

— Cela fait un bien triste anniversaire en effet. Voilà une année que mon fils est mort, une année douloureuse pour nous.

Aujourd'hui, l'affaire à nos yeux est au même point, elle piétine.

Les camarades de Creil et la famille Boubaya.

SECURITE SOCIALE

Le programme de combat du CNPF

POUR le patronat, l'heure est au redéploiement et à la restructuration.

Réflexions et séminaires se multiplient pour étudier les meilleurs moyens de faire payer la crise aux travailleurs.

A l'issue de l'assemblée générale du CNPF qui s'est tenue le 16 janvier, Ceyrac a lancé une véritable déclaration de guerre contre les avantages acquis des travailleurs.

« *Une politique sociale traditionnelle est incompatible avec une économie ouverte sur le monde* ». En un mot, travailleurs habituez-vous au chômage, à la diminution des régimes de retraites.

Son collègue Chotard, vice-président du CNPF, a d'ailleurs précisé les choses. Et il n'y va pas de main morte. Estimant que l'organisme est devenu une « *structure monstrueuse* », il préconise son démantèlement. Il propose la suppression de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale) qui assurent la liaison financière entre la Sécurité sociale, les allocations familiales et la Caisse vieillesse, ce qui reviendrait à la gestion autonome de chaque caisse.

Il précise qu'il faut retrouver la notion d'assurances. Ainsi, pour les allocations, les cotisations aujourd'hui payées par l'employeur seraient transférées à l'Etat, c'est-à-dire payées par les salariés et vous, les contribuables.

Hôpital Corentin Lelton Paris (hospice)
L'urgence de réagir aux projets patronaux sur la Sécurité sociale

« *Une action en profondeur s'impose pour maîtriser les dépenses maladies* », poursuit Chotard qui recommande la révision des prix des journées dans les hôpitaux, le renforcement du contrôle des dépenses médicales et du contrôle médical, l'application élargie du ticket modérateur.

Certaines maladies ou accidents provenant de la pratique de certains sports, de la circulation routière, de l'usage du tabac et de l'alcool devraient, selon le CNPF, nécessiter une couverture spéciale personnelle. C'est la porte ouverte à l'assurance privée accessible seulement aux plus favorisés.

Et les attaques se poursuivent : « *Ce n'est pas le moment de proposer une réduction de l'âge de la retraite* » souligne Chotard qui ajoute que le « *progrès social* » devrait conduire à « *ne pas imposer la retraite avant 67 ou 70 ans* ».

Enfin, il pense que certains régimes de retraite devraient s'orienter vers une capitalisation. C'est-à-dire que les actifs ne paieraient plus dans ces régimes pour les retraités mais que chacun capitaliserait pour sa retraite. Avec l'inflation, on voit ce que ça pourrait donner ! C'est un programme de combat qu'adopte le CNPF contre les avantages sociaux des travailleurs. Et gageons que Barre écoutera plus ces sirènes que les revendications des travailleurs !

Un camarade

ECOLE NORMALE

Beullac s'est mis lui aussi à restructurer

MARDI 6 février, les professeurs d'Ecole normale et les instituteurs ont débrayé ou ont effectué toutes sortes d'actions à l'appel de leurs syndicats SNPEN, SNIPEGC, SGEN/CFDT,etc...

Les enseignants sont confrontés actuellement à deux problèmes distincts, mais néanmoins liés : le problème de la formation des maitres et la fermeture des classes.

Beullac a prévu la suppression de 655 postes de professeurs d'école normale. Premièrement, 655 postes supprimés, c'est 655 professeurs d'école normale licenciés sur 2 700 en tout. Deuxièmement une formation au rabais pour les normaliens. Les élèves des écoles normales seront sevrés de certains enseignements : tous ceux de langue et 25 % de l'enseignement en psychopédagogie.

Certes, on peut envisager un meilleur enseignement pour les normaliens, moins abstrait, plus lié aux problèmes qu'ils rencontreront dans leur métier. Mais une chose est certaine, les normaliens ne peuvent pas accepter que leur formation régresse. Or, la liquidation à long terme de l'enseignement de la psychopédagogie retire aux futurs enseignants une possiblité d'exercer un esprit critique sur l'institution scolaire, sur la pratique pédagogique.

Beullac voit là peut-être un aspect « subversif », aussi prend-t-il toutes les dispositions pour baillonner les normaliens, le démantèlement des écoles normales qu'il opère en ce moment poursuit le même but.

En effet, un des signes inquiétants de la formation des instituteurs conçue par Beullac est d'octroyer aux IDEN (*), aux recteurs, de plus en plus de pouvoir et de confier aux premiers la formation initiale et continue des instituteurs. Cela implique que les maitres vont subir une formation directement liée et contrôlée par la hiérarchie ! Les conséquences d'une telle politique ce seront les enseignants qui bien sûr vont en faire les frais mais aussi leurs élèves. De même le problème des fermetures de classes concerne au plus haut point enseignants, élèves et parents.

A court terme, elle suppose des enfants privés d'école, jetés à la rue, mais à plus long terme « *le terrain stratégique pour la restructuration de l'économie* » comme le soulignait les responsables du SGEN-CFDT.

C'est donc en conjugant leurs forces qu'enseignants et parents pourront faire reculer Beullac et le gouvernement, dépassant ainsi les attitudes mesquines des directions syndicales, comme celle du SNI-PEGC et de la FEN qui ont refusé la participation du SGEN-CFDT à la manifestation du 6 décembre.

Nathalie VILLOTIERS

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Nancy

1 000 manifestants contre la répression dans les foyers immigrés

MARDI 9 janvier, les flics intervenaient au foyer de Vandœuvre contre les résidents qui exigeaient du gérant qu'il rende le couchage des résidents de retour de vacances.

Vendredi 19 janvier, même scénario au foyer de Phalsbourg à Nancy. Mais cette fois-ci, l'intervention se solde par 13 arrestations, des matraquages. Les flics ont même lâché les chiens policiers.

Contre ces interventions policières et pour la satisfaction de leurs revendications, les résidents appelaient à une manifestation ce samedi 3 février à Nancy. Plus de 1 000 personnes ont répondu à cet appel. De nombreux résidents bien sûr, venus de tout la Lorraine, mais aussi des travailleurs français, ainsi que les passants qui ont rejoint la manifestation sur son passage.

Dans un tract commun, l'ASFA, le CLAP, le MRG, la LCR, le PS, le PSU ont appelé à la manifestation. Ce même jour, les 300 résidents du foyer de Vandœuvre ont reçu une mise en demeure leur annonçant leur prochain passage en justice ; 25 résidents du même foyer sont convoqués au tribunal le 14 février pour saisies sur salaire.

Guerre du rail

Dimanche, de nouveau, des trains bloqués en Bretagne

LE 1er octobre, plusieurs arrêts de trains ont été supprimés en Bretagne, sur les lignes Brest-Paris et Quimper-Toulouse. Depuis cette date, le mouvement de résistance à la décision de la SNCF ne faiblit pas. Venant après celle du 17 décembre, la journée de dimanche a été aussi un succès.

Les gardes mobiles avaient pris position dans toutes les gares où les manifestations étaient prévisibles. Malgré cela, au moins dans trois endroits, les trains ont dû marquer l'arrêt qu'ils ne font plus. A Quimperlé, à Messac, à Hennebont. A Messac, comme il n'était pas possible de s'y prendre par la force, on a usé d'une vieille ruse de guerre : le conseil municipal est monté dans le train à Redon, et, en vue de la gare, on a actionné le signal d'alarme.

A Messac, toujours, tout le pays était en alerte. Cloches et tocsins ont sonné tour à tour dans toutes les communes des environs. Alain Madelin, le député giscardien de Redon, a voulu pointer son nez à la manifestation : il s'est fait sérieusement remettre en place. Il était venu apporter la concertation. Beaucoup ici n'ont pas oublié son passé de fasciste notoire. Il faisait partie, il n'y a pas encore longtemps, du groupuscule « Occident », avant d'être recyclé et parachuté dans la région par les tenants d'une certaine « démocratie française ».

A Plouaret, 2 500 manifestants se sont rassemblés, malgré le mauvais temps.

Ni à Plouaret, ni à Messac, ni dans aucune autre gare bretonne, on n'est décidé à faire les frais des premières mesures du plan Guillaumat. Aujourd'hui, quelques arrêts supprimés ; demain, peut-être toutes les gares-voyageurs des villes de moins de 20 000 habitants et les gares-marchandises de moins de 30 000 tonnes. La lutte, c'est dès maintenant.

Y.D.

A Plouaret, les habitants bloquent les trains de la ligne Brest-Rennes.

COURRIER DES LECTEURS

Ça fait bien longtemps qu'on dit qu'on va vous écrire pour vous féliciter c'est malheureusement une critique qui nous fait nous décider (c'est toujours pour critiquer qu'on vous écrit). La petite critique, c'est dans la rubrique télévision du quotidien des 20 et 21 janvier « Anne-Marie paysanne, dirigeante du CNJA des Côtes-du-Nord ». Franchement, on a bien rigolé à lire ce qui est écrit, car la Anne-Marie en question fait un sacré boulot pour aider à éliminer les paysans. Le CDJA s'est relancé depuis son arrivée et sans doute aussi avec des sous par derrière (du Crédit agricole par subvention).

Le travail impulsé par le CDJA se fait principalement autour des plans de développement pour y pousser les jeunes. Quant aux luttes, le CDJA n'en parle pas. Bien des dirigeants actuels du syndicalisme et aussi des coopératives ont un passé de travailleurs, mais il ne faut pas juger là-dessus essentiellement.

Autrement, on voulait vous dire qu'on trouve la presse beaucoup améliorée. Bien sûr et malheureusement, on n'a pas le temps de tout lire, mais on lit plus souvent qu'avant, on ne fait pas trop d'efforts pour lire le soir. C'est une bonne idée de faire des mots croisés, même s'ils sont durs ! Les dossiers sont très bien et deviennent indispensables maintenant. On a quelquechose à se mettre sous la dent. Ce serait bien, petit à petit, de faire des articles pratiques (façons de se soigner pas cher, cuisine, vacances, etc. Autrement, on vous prévient qu'on organise sur notre commune (Pommerit-le-Vicomte) une réunion sur le Cambodge, le vendredi 2 février. On en fait un débat plus qu'un meeting sur la condamnation de l'agression du Vietnam. Ce sera notre première réunion autre que La Faucille.

On a affiché le quotidien et le dernier numéro de La Faucille *au bourg, en entourant de rouge les articles portant sur le Cambodge. A ce sujet, on s'est aperçu que le journal était très bien pour afficher car il y a peu de recto-verso. Comme on a collé qu'à un endroit, sur la mairie, on a fait de petites affiches (Lisez les articles sur le Cambodge sur le mur de la mairie) qu'on a collées sur des poteaux électriques un peu partout. Pour le reste, on vous tiendra au courant...*

Une autre chose nous a fait très plaisir, c'est l'appel aux femmes pour commencer quelque chose de sérieux. Mais c'est bien vague de vouloir écrire quelquechose sur les femmes. Il y a tant de choses à dire ! A la campagne, les problèmes des femmes sont différents qu'à la ville mais aussi immenses et en plus, la tradition pèse lourdement...

Une lectrice

Disons-le d'abord tout net, recevoir de telles lettres constitue un encouragement pour le comité de rédaction comme pour l'équipe technique et l'administration. Cela témoigne d'un intérêt croissant pour notre presse. Ce qu'elles apportent comme éléments sur la lecture de notre presse, à la campagne comme à la ville est fort instructif. N'est-ce pas un peu un échange direct entre notre presse et ses lecteurs, un moyen pour nous de communiquer avec eux et pour eux de contribuer à l'enrichir. C'est vrai que pour les femmes comme pour bien d'autres sujets d'ailleurs, les paysans par exemple, comme notre lectrice le signalait plus loin dans sa lettre, nos ambitions se bornent pour l'instant à vouloir « commencer quelque chose de sérieux ». Mais ce petit quelque chose c'est déjà avec vous, amis lecteurs, que nous pourrons l'accomplir. Pourquoi notre lectrice et d'autres ne nous feraient-ils pas part, par exemple, sous forme de témoignages, de récits, des problèmes des petits et moyens paysans, hommes et femmes ? Car bien sûr, en cette période où les ouvriers et autres travailleurs des villes sont durement touchés, les petits paysans ne sont pas non plus épargnés. Quand Giscard parle de « pétrole vert » c'est sur le dos de la petite paysannerie et des ouvriers agricoles qu'il s'agit, pour le capital agro-alimentaire, de le soutirer.

Quant à l'émission de télévision dont parle notre lectrice au début de sa lettre, c'est une bonne leçon de vigilance pour nous. Nous avons parlé d'*« Anne-Marie, paysanne dirigeante du CNJA des Côtes-du-Nord »* comme reflétant les problèmes de la petites paysannerie... faute d'avoir, en fait, connaissance de la réalité locale. Or, il s'avère que celle-ci est bien différente et que la dite personne représente bien plutôt dans la région des couches paysannes aisées. Cette émission même fait plutôt figure d'une opération politique à la veille des élections aux chambres d'agriculture et des élections cantonales. Le mari de la réalisatrice, nous apprend-on par ailleurs, n'était-il point suppléant de Pleven aux dernières législatives, et ne serait-il pas candidat aux futures cantonales ?...

Décidément, on ne dira jamais trop, la preuve, qu'il faut prendre avec des pincettes ce qui passe à travers radio et télévision. En tout cas, avant d'en parler, la prochaine fois qu'il s'agit d'un fait local, nous nous renseignerons auprès des nos correspondants de la région avant de prendre pour argent comptant ce que dit la télévision.

Jean QUERCY

BLOC-NOTES

PLAISIR (Yvelines)

« Approches de la Chine »

Cette soirée est organisée par le Comité des Amitiés franco-chinoises de Plaisir. Au programme : diapositives sur la Chine, débat, table de vente, etc. Elle aura lieu le vendredi 9 février à 20 h 30, salle des 500 m2, Allée Saint-Just à Plaisir.

AULNAY-SOUS-BOIS - Foyers Sonacotra

Mobilisation pour ce procès du 8 février.

Après un procès reporté, c'est une trentaine de résidents des foyers Sonacotra en grève d'Aulnay, de Sevran et de Tremblay qui passent en procès le 8 février au tribunal d'instance d'Aulnay.

Les comités de résidents de ces trois foyers ainsi que leur comité de soutien appellent français et immigrés à se mobiliser devant le tribunal à 14 h.

BAYONNE

Agresseurs vietnamiens, hors du Kampuchea (Cambodge).

Cette soirée aura lieu le 9 février à Biarritz, elle sera animée par Alain Castan, membre de la délégation du Parti communiste marxiste-léniniste qui a visité le Kampuchea démocratique en septembre 1978.

Cette soirée aura lieu salle de cinéma Pax-la-Negresse - Biarritz à 20 h 30.

Dans la revue des AAFC
«Aujourd'hui la Chine»

8 semaines à travers les campagnes chinoises

Hélène Marchisio lors de sa visite d'une commune populaire

La revue trimestrielle de l'Association des amitiés franco-chinoises* *Aujourd'hui La Chine* offre dans son dernier numéro à tous les gens qui s'intéressent de près ou de loin à la Chine un choix d'articles variés.

Des sujets aussi importants que la modernisation du pays, la démocratie, la défense nationale, l'agriculture, l'épargne et le crédit cohabitent avec des thèmes plus « légers » comme l'art des marionnettes, un tour à bicyclette dans Shanghaï, une visite dans une piscine, une bande dessinée mettant en scène le petit héros, San Mao, des recettes de cuisine (chinoises, bien sûr), sans oublier l'interview d'un médecin, chef de clinique, portant sur l'acupuncture et la santé en Chine, ainsi que les impressions de voyage d'un industriel français.

Le dossier sur l'agriculture est particulièrement fouillé, d'autant plus qu'il est le fruit d'un voyage de plusieurs mois et d'une enquête sérieuse dans les communes populaires. Dans certains cas, les séjours au même endroit ont été de trois semaines, ce qui évidemment permet une approche plus réelle des problèmes. Présentée ici sous forme d'interview, cette enquête à la campagne a été réalisée par Hélène Marchisio, spécialiste de l'agriculture chinoise, avec la participation d'Alain Lefebvre, auteur d'un livre intitulé « Le Système économique chinois ».

*32, rue Maurice Ripoche - 75014 Paris - Tél : 543 57 14

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

Lors d'une lutte, les ouvriers de Caterpillar. Cater a été occupée quatre fois en 1967, 1968, 1970, 1973.

GRENOBLE

Interview de syndicalistes de Caterpillar

«Il faut renforcer l'organisation des travailleurs, que les jeunes y aient leur place»

CATERPILLAR : on entend dire à Grenoble que tous les jeunes des CET y sont passés. Cette usine, l'une des plus importantes de Grenoble (plus de 2 000 salariés), est une de celles qui ont la plus mauvaise réputation. Les travailleurs y sont jeunes et ne restent pas ! Nous avons discuté avec trois d'entre eux (deux de la CFDT et un de la CGT) et un « ancien » licencié en 1970.

HR : Présentez nous Caterpillar ?

Cater a une usine à Grenoble et une à Echirolles (banlieue de Grenoble).

C'est un trust américain spécialisé dans le matériel de travaux publics. Il s'est implanté en France en 1964, en rachetant l'atelier de Richier-Nord-Est à Echirolles.

Ici, la fabrication est limitée au bas de gamme (petites chargeuses, petits bulldozers), destinée au marché européen. Cette production est tributaire de l'industrie du bâtiment, ce qui explique les difficultés actuelles : en 1974, on sortait 24 machines par jour et 9 aujourd'hui. On était 2 700 en 1976 et 2 100 maintenant.

Caterpillar-France a racheté les aciéries de Vernon (Eure — 700 travailleurs) en 1977.

Le trust Caterpillar est implanté en Belgique, en Grande-Bretagne, en Allemagne... Il emploie 120 000 personnes dans le monde dont 78 000 dans la division travaux publics.

Il y a deux autres usines qui sortent les mêmes productions que Grenoble : une au Mexique et une au Brésil. Le trust espère échapper comme ça aux aléas politiques et aux grèves.

HR : Qui travaille à Cater-Greble ?

Surtout des jeunes, la moyenne d'âge est de 30 ans. Il y a peu de femmes et d'immigrés. On trouve ces derniers dans les horaires les plus pénibles (15 h 30 à 23 h 30 et 22 h 40 à 6 h 55) et aussi dans les ateliers les plus bruyants (Echirolles).

510 travailleurs sont au rendement (on appelle ça le boni). 850 sont dans les services indirects (magasins, caristes, entretien...). Il y a 300 chefs

Il n'y a pas de qualification à Cater. On est tous passés P1 en 1973, mais ça n'a rien changé au travail. En fait, c'est la machine sur laquelle tu travailles qui détermine ta qualification et ton salaire. Il y a des machines qui « valent » plus que d'autres, alors la compétition individuelle est vive. C'est fait exprès, bien sûr.

Les gars ne veulent pas rester dans ce bagne. Les effectifs n'ont presque pas changé entre juillet 1975 et juillet 1976, mais dans le même temps, Cater a embauché 2 500 personnes !

HR : Vous parlez de bagne, les les conditions de travail sont très mauvaises ?

Il y a beaucoup de bruit d'abord, mais surtout il n'y a pas d'autre usine à Grenoble, sauf peut-être Allibert (*), où le boulot est aussi con, c'est-à-dire répétitif et sans la moindre initiative de la part du travailleur. A Cater, on pense avec ses bras !

Un exemple : sur les rectifieuses, les ouvriers manipulaient à la main 360 axes de 25 kg à l'heure. En août, ils se sont mis en grève. La direction a dit : « *On va vous mettre des palans magnétiques* ». Une merveille, ils n'ont plus d'effort à faire. Eh bien, on connait un gars, quand il a eu son palan, il a dit : « *Je demande ma mutation, parce que ça n'a rien changé, j'ai moins mal aux reins, c'est tout.* »

Cater a une politique de sécurité assez poussée, mais il y a quand même des accidents de travail parce que le travail est tellement con que des ouvriers oublient de faire attention !

Le pire, c'est le travail au rendement. On appelle ça le « boni ». On est 510 au boni. Pour atteindre le salaire de base, il faut un taux de production de 75. Au-delà, et jusqu'à un taux de 125, on a une prime de rendement croissante.

La production est organisée en « lignes ». Une ligne c'est une vingtaine de machines et 10 à 15 personnes : un chef, un régleur, un contrôleur et 10 à 12 opérateurs.

Sur ma ligne, par exemple, il y a quatre gars qui n'ont pas grand chose à faire parce qu'ils sont à un bon poste, et les autres qui doivent trimer parce que leur machine est pourrie. Un moment, parce qu'on s'entend bien, on avait cru avoir résolu le problème pour avoir tous un bon boni : les quatre qui avaient du temps venaient aider les autres à faire leur production, mais c'était mauvais parce que ça ne remettait pas en cause l'organisation Cater. Quand on s'est mis en grève, la direction nous a dit : « *Mais il n'y a pas de problème sur votre ligne, vous avez tous le taux maxi* ». Alors on a arrêté, mais il y en a quatre qui ne font rien et les autres qui s'arrachent la peau du ventre. Et c'est pas facile d'avoir des rapports égalitaires quand on n'est pas égaux devant la production.

Sur chaque ligne, il y a comme ça exprès 2 à 3 bons postes et les autres qui sont pourris. Et comme par hasard, c'est ceux qui gueulent qu'on met aux plus mauvais postes.

HR : Les salaires ?

Ils sont dans les plus bas de la métallurgie grenobloise. Pour ceux qui travaillent au boni, le salaire de base varie entre 2 400 et 2 600 F. Il y en a 150 qui font moins de 300 F de boni, 200 qui font entre 300 et 1 000 F et 58 plus de 1 000 F.

Les travailleurs qui ne sont pas au boni gagnent encore moins. On a eu 9 % d'augmentation en 1978 et pour 1979, le patron ne promet que... 6 % !

HR : Comment les travailleurs réagissent-ils face à Cater ?

Les réactions c'est la grève et l'absentéisme. Jusqu'en 1973, les gars voulaient se battre et il n'y avait pas d'absentéisme. Cater a été occupé quatre fois en 1967, 1968, 1970, 1973 pour la suppression du boni. On n'a pas gagné, à cause de l'intransigeance de la direction et aussi de l'attitude de certains dirigeants CGT, plus préoccupés de dénoncer les « gauchistes » que de l'unité de combat face au patron. En 1973, les syndicalistes les plus actifs ont été liquidés et ça a beaucoup démobilisé.

Depuis, les travailleurs ont tendance à se rabattre sur l'absentéisme comme forme de résistance à l'exploitation capitaliste. Ce n'est pas tellement un refus de la lutte collective, c'est plutôt « *au lieu de ne rien faire, on prouve notre mécontentement comme ça* ». C'est aussi une manière de s'opposer aux propositions des syndicats que beaucoup de jeunes trouvent dépassées.

En temps normal, le taux d'absentéisme atteint 18 à 20 %. La semaine du 1er mai 1978 par exemple, il aura atteint 40 %... mais la direction a préféré fermer l'usine...

En août aussi, l'absentéisme est très élevé (l'usine ferme en juillet).

Ça ne remplace pas l'action collective, mais plutôt que de subir sans broncher...

HR : Et les syndicats ?

La CGT a 200 cartes mais elle ne vend pas beaucoup de timbres, la CFDT a 70 cartes. C'est très faible, mais l'influence réelle des syndicats est plus élevée. Il n'y a jamais eu moins de 40 % de participation aux débrayages.

A la faiblesse de l'organisation des travailleurs, il y a plusieurs explications : la division syndicale, la jeunesse des travailleurs, le fait que beaucoup ne restent pas.

Il y a aussi le fait que ce qui mobilise le plus les travailleurs, c'est le refus de l'abrutissement, du travail idiot. Ça la CFDT commence à le comprendre, la CGT, non. (Il faut dire qu'aucun de ses dirigeants n'est au boni...)

HR : Alors, comment voyez-vous l'avenir ?

Il faut renforcer l'organisation des travailleurs. Pour cela, en particulier que les jeunes y aient leur place. Or, quelques bureaucrates du PCF incrustés au comité d'entreprise et dans les fonctions de délégués syndicaux leur barrent la route. Aux dernières élections, il y avait quatre jeunes combatifs en tête de liste CGT. Ils ont servi à attirer les voix... et ce sont les quatre vieux dirigeants, en queue de liste, qui ont été élus : ils avaient fait rayer les jeunes. En fait de démocratie, un des jeunes candidats disait « *ça fait un an qu'on ne me demande pas mon avis* ».

Il faut développer la prise en charge des revendications par les travailleurs eux-mêmes. Trop souvent, ils sont passifs et ce sont quelques dirigeants qui décident de tout. Il y a eu des luttes au niveau des lignes après les vacances, mais on n'a pas été capables de les coordonner. Notre erreur ça a été de ne mettre en avant que la question des salaires. La direction a filé quelques rallonges individuelles bien choisies et le mouvement a coulé...

Il y a un potentiel de luttes importants à Cater, mais pour le moment les syndicats manquent d'initiative et de dynamisme pour qu'il débouche.

Peut-être qu'aujourd'hui, il faut qu'on apprenne d'abord à mener de petites luttes et à les gagner, avant de penser à des actions de grande envergure avec occupation. On a du pain sur la planche.

Quelques remarques en guise de conclusion. L'entretien avec les travailleurs de Cater met bien en lumière les difficultés de la lutte dans cette usine. Les ouvriers sont des jeunes mal payés qui viennent là, bien souvent, en attendant de trouver autre chose.

Ces jeunes pour la plupart sont inorganisés et peu politisés. Ils choisissent l'absentéisme comme un moyen de révolte face à la société capitaliste. Bien sûr faute de mieux... Mais c'est une solution individuelle qui ne fait pas avancer la classe ouvrière.

La responsabilité de quelques dirigeants syndicaux, est importante et c'est un obstacle au développement d'une CGT combative. Quand à la CFDT, décapitée après la grève de 1973, elle n'a pas reconstitué ses forces et est encore plus faible que la CGT.

Comment gagner les jeunes de Cater à l'idée qu'il faut s'unir et s'organiser contre le patron et tous les autres patrons pour abattre le capitalisme ? A cette question les travailleurs que nous avons intérrogés ne savent pas encore quoi répondre.

A se sujet, l'histoire de la ligne ou les travailleurs s'arrangeraient pour avoir tous un bon boni est assez significative : ils ont renoncé à poursuivre l'expérience parce que cela leur semblaient nuire à la lutte contre le patron, au risque d'affaiblir la solidarité des travailleurs entre eux.

Ne pourrait-on pas ouvrir le débat sur ces problèmes.

(*) Matériel plastique, armoires de toilette. 800 travailleurs.